

Les Universités de l'engagement sont lancées



Le 17 septembre à Lomme et le 18 à Rouen, les deux premières Universités de l'engagement donnent le tempo des 12 rencontres en régions des militants du Parti socialiste et de ses alliés. L'objectif : faire remonter des territoires l'ensemble des contributions qui aboutiront à la Convention nationale de la Belle Alliance Populaire du 3 décembre à Paris. Autre objectif : préparer les primaires citoyennes de la BAP qui se tiendront les 22 et 29 janvier prochains pour désigner notre candidat ou notre candidate à l'élection présidentielle.

Jean-Christophe Cambadélis vient de le réaffirmer devant la presse au moment de la présentation du bilan gouvernemental département par département qui montre que cela va mieux aussi localement : « *Nous sommes dans un moment particulier avec 82 candidatures déclarées à la fonction présidentielle. Ce qui commence à faire beaucoup. Fin janvier, nous aboutirons à un candidat de la Droite très à droite, un candidat du FN, un candidat de la gauche radicale et un candidat de la gauche réaliste, sociale et écologique issu des primaires citoyennes de la BAP.* »

Interrogé sur les divisions à gauche y compris au sein du Parti, Jean-Christophe Cambadélis analyse : « *Je ne confonds pas la gauche militante et la gauche électorale. L'ultra-gauche militante est ultra minoritaire dans la gauche électorale.* » Et le Premier secrétaire de prédire : « *Quelque chose me dit aussi qu'au moment des législatives, je ne vois pas un député PS sortant dire « J'ai tout raté, réélisez-moi ». Cela montre bien qu'il y a une figure libre, la Présidentielle, où chacun prend des libertés, et une figure imposée, les Législatives.* »

D'ici-là, tout en portant l'unité, la figure consiste à défendre le bilan, comparer nos avancées aux projets de la droite et défendre la France et notre République par un projet responsable.



LES UNIVERSITÉS
DE L'ENGAGEMENT



2 0 1 6

LE CHIFFRE / DE LA SEMAINE

8 Ils seront donc 8 à se lancer dans la primaire de la droite et du centre pour le premier tour le 20 novembre, si la Haute autorité valide chacun le 21 septembre. 7 candidats incarnent la droite (Copé, Fillon, Juppé, Kosciusko-Morizet, Le Maire, Mariton et Sarkozy) auquel s'ajoute «naturellement» Poisson (Président du parti Chrétien-démocrate). La côte des avancées de la gauche depuis 2012 va pouvoir prendre de la valeur.

BRÉSIL:

LE PS A REÇU LE SG DU PARTI DES TRAVAILLEURS



© D.R.

Le 7 septembre, une délégation brésilienne emmenée par le Secrétaire général du Parti des Travailleurs Romêno Pereira a été reçue au siège du Parti socialiste. Cette rencontre fait suite à la destitution de Dilma Rousseff. Le PS a réaffirmé son soutien au PT et dénonce «l'instrumentalisation de la Constitution apparentée à un coup de force institutionnel dont a été victime le PT». Dans cette situation, le Parti des travailleurs (Partido dos Trabalhadores) poursuit sa stratégie de rassemblement de la gauche au sein du front populaire. Les deux partis progressistes français et bré-

silien se déclarent préoccupés par l'avenir proche du Brésil dirigé dorénavant par «une classe politique conservatrice et liée au monde de la finance spéculative, dont l'objectif est d'effacer les acquis économiques et sociaux réalisés par la présidence Lula.» Jamais la droite brésilienne n'avait été aussi réactionnaire depuis la fin de la dictature. Il est en effet à craindre le creusement des inégalités et un retour très marqué de la pauvreté.

**LE NOUVEAU PRÉSIDENT
ILLÉGITIME...**

Le nouveau président Michel Temer est fortement jugé illégitime à l'image des manifestations organisées dans le pays. 100 000 personnes scandaient encore le 6 septembre dans les rues de São Paulo «Fora Temer (Temer dehors).» Qualifié de «putschiste» et donc jugé illégitime, Michel Temer se voit demander l'organisation d'élections.

UNE GAUCHE QUI AVAIT CHANGÉ LA DONNE

En 13 ans de pouvoir Lula, des millions de brésiliens étaient sortis de la misère ou encore les jeunes défavorisés bénéficiaient enfin de l'accès à l'Université. Les choix économiques avaient permis l'augmentation de 74% du salaire minimum entre 2003 et 2010 (inflation déduite) sans pénaliser l'emploi qui a fait un bond de 12 millions de postes créés sur ces mêmes 7 années. Plus concrètement, depuis 2001, les revenus des 10% les plus pauvres de la population ont augmenté de 8% par an, contre seulement +1,5% pour ceux du dixième de la population la plus riche.

CROATIE: LES CONSERVATEURS SE RENFORCENT AU PARLEMENT

Dimanche 11 septembre, les élections législatives anticipées ont renforcé le pouvoir du HDZ (Union démocratique croate, parti ultra-conservateur) au Parlement (appelé Sabor). Avec 36% des voix et 61 sièges (sur 151), le HDZ composera à nouveau avec le parti Most (le pont entre les listes dissidentes, centre droit proche de l'Église catholique) qui obtient 9,8% des voix (13 sièges en recul de 6 sièges par rapport à novembre 2015). La Gauche réunie sous la coalition populaire (NK, fortement composée par le SPD, social-démocrate) perd 2 sièges avec 33% (54 sièges).

Ces élections avaient été anticipées suite à la prise de distance en juin du Most par rapport au leader du HDZ, Tomislav Kararmarko empêtré dans affaires personnelles mais aussi par la dénonciation de la présence d'un ministre révisionniste au sein du gouvernement croate. L'eurodéputé, Andrej Plenkovic, nouvel homme fort du HDZ, a fait campagne sur la promesse de recentrer la droite mais s'est refusé à critiquer les dérives du gouvernement. Il fait progresser le HDZ de trois sièges mais reste dépendant de son alliance avec le Most pour s'approcher à 2 voix de la majorité absolue de 76 sièges. Plenkovic, europhile, devra donc se tourner vers les petites listes, plutôt europhobes. Là réside le paradoxe croate qui tente d'afficher son apaisement par rapport aux nationalistes mais qui doit draguer cette fibre. Le SPD de son côté a donc manqué le coche de reprendre le



© Mathieu Delmestre

pouvoir, même en réunissant plus de partis qu'en novembre dernier. Son leader et ancien premier ministre, Zoran Milanovic paie peut-être aussi sa tentative de séduire l'électorat nationaliste en surfant, comme l'ensemble des candidats, sur la rivalité avec la Serbie voisine. «Cette campagne a été marquée par des provocations entre la Croatie et la Serbie», analyse Toni Gabric, rédacteur en chef du site d'information H-Alter. «Un petit jeu auquel se livrent les politiciens des deux pays quand ils n'ont rien d'autre à proposer.»

Lors de ces élections, sur les 3,8 millions d'électeurs attendus, 54% sont allés voter alors que le taux de participation dépassait les 60% en novembre.

Par Christophe Disic

LA REVUE SOCIALISTE : CAHIER POUR L'AVENIR

Le n°63 de la Revue socialiste vient de paraître. Ce numéro de septembre aborde notamment l'économie mondiale en 2030, la démocratie, la place du Président dans la V^e République, l'État social-démocrate, la question de la biodiversité ou encore Être français...

La Revue socialiste est proposée sur abonnement.

Tout savoir sur www.parti-socialiste.fr

ÇA VA MIEUX AUSSI DANS CHAQUE DÉPARTEMENT !



Saviez-vous que dans l'Allier, 3377 retraités avaient bénéficié d'un départ anticipé depuis 2012 ? Que 61 688 jeunes ont bénéficié d'un emploi d'avenir dans le Rhône ? Que 11 maisons de santé et 11 maisons de service public ont été créées depuis 2012 en Mayenne ? Que 3 101 actifs ont été embauchés depuis janvier 2016 grâce au dispositif embauche PME dans la Vienne ?

Pour communiquer ces chiffres, mercredi 14 septembre, à l'initiative du Parti socialiste, une conférence de presse réunissait Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire, Bruno Le Roux, président du groupe SER à l'Assemblée nationale, et Didier Guillaume, président du groupe SRC au Sénat. À l'appui du document « Bilan départemental du quinquennat : Oui ça va mieux ! La preuve en chiffres dans nos départements », Jean-Christophe Cambadélis expose : « Nous savons que pour qu'un bilan soit partagé, il faut qu'il infuse auprès de chaque Français. Ce document décline dans le détail et dans chaque département nos avancées depuis 2012. » « Lorsque nous avons établi ce travail, explique Didier Guillaume, nous nous sommes rendu compte à quel point de nombreuses mesures avaient changé dans nos départements. » Bruno Le Roux complète : « Si nous devons imprimer le bilan, ne serait-ce que des lois qui changent le quotidien des Français promulguées depuis 2012, ce serait une agression portée à la nature. Mais l'épaisseur et le poids ne suffisent pas. Nous sommes toujours confrontés à cette question « Qu'avez-vous fait pour moi ? » »

PASSER DU FANTASME À LA RÉALITÉ

Ainsi, un document qui décline les réussites par département permet à tout un chacun de mesurer en proximité l'avancée de la France dans ses territoires. « Prenons l'exemple de l'école, décline Didier Guillaume, alors qu'avant 2012 pas une seule rentrée ne se passait dans des conditions normales, nous pouvons affir-



© Mathieu Delmestre

mer aujourd'hui que depuis, nous avons réglé ces questions. » « Le bilan du premier quinquennat de François Hollande est à la hauteur des bilans de François Mitterrand et Lionel Jospin, résume Bruno Le Roux. »

DANS LE DÉTAIL : DES CHIFFRES POSITIFS PARTOUT

Postes créés dans l'Éducation nationale, entreprises soutenus par BPI France et ayant bénéficié du CICE, nombre de mariages pour tous célébrés, création de maisons de santé, nombre de jeunes ayant bénéficié d'un emploi d'avenir, nombre de retraités ayant bénéficié d'un départ anticipé, investissement dans le déploiement du Très Haut débit... Les exemples objectifs et chiffres ne manquent pas. Les journalistes eux-mêmes ne peuvent commenter ces chiffres et leurs questions glissent rapidement sur les candidats à la présidentielle. Ils attendent des réactions sur les propos des uns (Wauquiez qui autorise les maires à s'opposer aux lois de la République) ou des autres (Manuel Valls qui parle d'arrêter la machine à perdre). Ceci résume bien ce que Jean-Christophe Cambadélis analyse : « Parce que nous ne pouvons expliquer notre bilan positif dans ce moment de brouhaha, nous devons, vous m'en excuserez, passer au dessus des médias et rencontrer directement nos militants lors des meetings et des différentes Universités de l'engagement que nous lançons ce 17 septembre ». Effectivement, la pédagogie sur le bilan se poursuit avec l'électorat de gauche.

Par Christophe Disic

AUBERVILLIERS ET SAINT-OUEN : UN ENCOURAGEMENT POUR LA FRANCE

Dans un contexte où les locaux et permanences du Parti socialiste sont encore victimes de « violences inacceptables » (la section de Lannion [22] a été détériorée le 12 septembre), le Premier Secrétaire, dénonçant ces violences mais aussi le manque de réaction des responsables politiques, tient à rendre visite aux sections pour remobiliser les troupes face à une Droite plus à droite.

Ainsi, le 10 septembre, Jean-Christophe Cambadélis et Claude Bartolone se sont rendus à l'inauguration du local d'Aubervilliers puis à la rentrée siglée « Belle Alliance Populaire » de la section de Saint-Ouen (93).

« ICI, NOUS SOMMES LA FRANCE »

Dans ces deux locaux, Jean-Christophe Cambadélis a marqué ce moment : « ce

n'est pas n'importe quel moment. Un moment où nous devons réaffirmer que nous croyons en une société fraternelle qui ne juge pas les gens à la couleur de leur peau ou à leur appartenance sociale, mais à leur capacité à se hisser et réussir surtout quand nous sommes issus de banlieue. C'est un encouragement pour la France. » Claude Bartolone remerciant les militants à un moment où « nous avons un devoir pas seulement humain, mais un devoir républicain. Nous devons préparer nos concitoyens aux grands défis qui nous attendent. Nous avons besoin de politique aujourd'hui plus que jamais. » Philippe, militant à Saint-Ouen, se dit « content que ce que je pensais soit repris ou partagé par d'autres camarades. Claude Bartolone et Jean-Christophe Cambadélis nous ont donné des arguments. Ils nous galvanisent, c'est le lancement de la cam-



© Yann Castanière

pagne. C'était important et dans le prolongement du discours de François Hollande cette semaine. On sait où on est, qui on est et où l'on va. On se retrouve dans nos valeurs et dans une section qui incarne plus que jamais le « Nous sommes la France ». »

Par Christophe Disic

SECRÉTAIRE DE LA SECTION DE SAINT-OUEN (93)

« LA FRANCE NE SE RÉSUME PAS À UNE COMPOSANTE UNIQUE »

Le 10 septembre, sa section recevait Jean-Christophe Cambadélis et Claude Bartolone avec une centaine de militants et sympathisants pour une rentrée sous le signe de la Belle Alliance Populaire (La BAP).



© Christophe Disic

Comment ta section a-t-elle vécu la venue du Premier secrétaire ?

Comme un moment de rassemblement, de convivialité pour les militants, les sympathisants, les citoyennes et citoyens qui, dans notre ville, nous rejoignent afin de partager, d'échanger, de débattre. Sa présence galvanisante avec Claude Bartolone et Karim Bouamrane, notre chef de file à Saint-Ouen, a été l'occasion de délivrer des messages forts à l'aube d'une année décisive pour notre pays, au sein de la circonscription de Bruno Le Roux. L'occasion de rappeler aussi notre volonté d'une société fraternelle, de porter une ambition écologique et de proposer des solutions concrètes pour l'avenir de notre pays.

« LES HABITANTS VEULENT PARTICIPER À LA REPOLITISATION DE LA VIE PUBLIQUE. »

Vous êtes très actifs sur la Belle Alliance Populaire. Pourquoi ?

La Belle Alliance Populaire (BAP) est à l'image de notre action à Saint-Ouen : il s'agit pour nous d'ouvrir le plus largement les portes et les espaces au sein de notre Parti pour en revivifier et en redynamiser le discours, les pratiques, les opinions. Au quotidien, auprès des habitants, de la société civile, des associations, nous devons puiser cette énergie et cette inspiration. Nous organisons ainsi tous les vendredis soir un « Afterwork » de la BAP, un moment de dialogue, mais aussi de controverse ! Il y a justement une envie réelle, chez les habitants, de participer à la repolitisation de la vie publique.

Qu'est ce qui a été, de ton point de vue, positif dans le quinquennat Hollande ?

Sa capacité et sa volonté, dans les difficultés rencontrées par la France, de maintenir coûte que coûte l'unité de notre pays alors que celui-ci est traversé par de nombreux courants – politiques, identitaires et réactionnaires – qui visent à le diviser. La critique et le rejet du vivre-ensemble et des valeurs de notre République semblent devenir la nouvelle pensée unique : aujourd'hui, on donne beaucoup la parole à des personnalités qui prônent un discours de division et de désagrégation du corps social français. Or, la France ne se résume pas à une composante unique : elle est un creuset, le fruit de nombreuses forces qui l'ont traversées et qui en ont fait un symbole singulier dans le monde. Les réactions de solidarité du monde entier lors des attentats en sont l'expression la plus évidente.

Comment analyses-tu une certaine défiance envers politique dans les quartiers ?

Il y a de nombreux points communs, en terme de perception de leur quotidien, entre une famille en pavillon en Seine-et-Marne et celle qui vit dans une cité HLM en Seine-Saint-Denis : c'est le sentiment de cloisonnement, de vivre dans un silo culturel, éducatif, économique, socio-professionnel et surtout territorial. En fonction de votre situation, vous avez devant vous des champs des possibles plus ou moins limités, plus ou moins ouverts. C'est cette France des silos qui donne corps à ce sentiment d'exclusion : moins

« ON DONNE BEAUCOUP LA PAROLE À DES PERSONNALITÉS QUI PRÔNENT UN DISCOURS DE DIVISION ET DE DÉSAGRÉGATION DU CORPS SOCIAL FRANÇAIS. »

que l'ascenseur social, ce sont les passerelles entre ces silos qui n'existent pas. Ceci crée une désaffection profonde envers le politique. Alors que sur le terrain, des citoyens dynamiques aux grandes capacités et à l'envie ne manquent pas. En même temps, la crise de confiance est également liée à un sentiment de dilution des responsabilités et à l'illisibilité du fonctionnement de nos institutions : au quotidien, les citoyens ne savent plus quelles sont les compétences de leurs élus et vers qui se tourner en cas de difficulté.

« C'EST CETTE FRANCE DES SILOS QUI DONNE CORPS AU SENTIMENT D'EXCLUSION. »

Qu'est ce qui pourrait être proposé pour leur redonner confiance ?

Pour pallier cette crise, c'est à travers le service au public, au contact direct des citoyens, qu'on recréera du lien social, de l'échange humain. Il faut également agir pour rendre lisible le fonctionnement électoral de notre pays et redonner du sens aux rôles de nos institutions et de nos collectivités territoriales, en simplifiant et en réduisant le nombre d'échéances électorales. Parallèlement aux élections européennes, on pourrait imaginer que les citoyens soient appelés à voter tous les cinq ans pour le Président de la République et leurs députés et, à mi-mandat, pour leurs représentants municipaux, départementaux et régionaux au cours d'une même élection. Cela permettrait aux électeurs de bénéficier d'une campagne au plus proche de leurs préoccupations, plus compréhensible et de mieux saisir les enjeux de leur vote.

RETROUVEZ l'intégralité de son interview sur le site www.parti-socialiste.fr